



SECRETARIAT

AS/Jur (2016) CB 04
23 mai 2016

Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Carnet de bord de la réunion tenue à Rome, Italie le 17 (après-midi) et le 18 mai 2016

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Rome du 17 au 18 mai 2016 sous la présidence de M. Alain Destexhe (Belgique, ADLE), en ce qui concerne :

- **Le mardi 17 mai 2016 à 14h00,**
 - **Session d'ouverture** (*ouverte aux médias*) : a entendu une allocution de bienvenue par Mme Marina Sereni, Vice-Présidente de la Chambre des Députés d'Italie, une déclaration d'ouverture par M. Michele Nicoletti, Président de la délégation italienne de l'APCE, et une déclaration par M. Alain Destexhe, Président de la Commission ;
 - **Italie : défis dans la mise en œuvre de la CEDH** : a tenu un échange de vues avec la participation de M. Andrea Orlando, Ministre de la Justice (Italie) et M. Vladimiro Zagrebelsky, ancien juge de la Cour européenne des droits de l'homme (Italie) ;
 - **Détention administrative** (*Rapporteur : Lord Richard Balfe, Royaume-Uni, CE*) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution ;
 - **Coopération avec la Cour pénale internationale : pour un engagement étendu et concret** (*Rapporteur : M. Alain Destexhe, Belgique, ADLE*) : a tenu une audition avec la participation de Mme Silvia Alejandra Fernández de Gurmendi, Présidente de la Cour pénale internationale, La Haye, et M. David Donat Cattin, Secrétaire Général, *Parliamentarians for Global Action*, New York ;
- **Le mercredi 18 mai 2016 à 09h30,**
 - **Transparence et ouverture des institutions européennes** (*Rapporteuse : Mme Nataša Vučković, Serbie, SOC*) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution et un projet de recommandation ;
 - **Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (9^{ème} rapport)** (*Rapporteur : M. Pierre-Yves Le Borgn', France, SOC*) : a examiné une note introductive présentée par M. Boriss Cilevičs (Lettonie, SOC) au nom du rapporteur et a accepté de tenir une audition avec trois experts pendant la partie de session de juin 2016, sous réserve de la disponibilité de fonds ;
 - **Garantir l'accès des détenus à un avocat** (*Rapporteuse : Mme Marietta Karamanli, France, SOC*) : a examiné une note introductive et a accepté de tenir une audition avec trois experts pendant la partie de session de juin 2016, sous réserve de la disponibilité de fonds ;
 - **25 ans de CPT : progrès accomplis et améliorations à apporter** (*Rapporteur : M. Jordi Xuclà, Espagne*) : a examiné une note introductive et a accepté de tenir une audition avec le président actuel

du CPT et deux autres experts lors d'une prochaine réunion, sous réserve de la disponibilité de fonds ;

- **Le crash de l'avion polonais TU-154 transportant la délégation polonaise, le 10 avril 2010 sur le territoire de la Fédération de Russie** (Rapporteur : M. Michael McNamara, Irlande, SOC) : a pris note d'un document de fond préparé par le rapporteur sortant ;

- **Appel à candidatures : rapporteur(e)s** : un appel a été fait pour les candidat(e)s en tant que rapporteur(e)s pour les rapports suivants :

Assurer la protection des défenseurs des droits de l'homme dans les Etats membres du Conseil de l'Europe ([Doc. 14000](#))

Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe (décision du Bureau le 22 avril 2016) ;

- **Détournement du système d'Interpol: nécessité de garanties légales plus strictes** (Rapporteur : M. Bernd Fabritius, Allemagne, PPE/DC) : a tenu une audition avec la participation de Mme Anna Koj, Chef du Bureau de l'UE, Open Dialog Foundation, Bruxelles, Mme Libby McVeigh, Directrice de la politique et des affaires juridiques, Fair Trials International, Londres, M. William Browder, directeur de la campagne internationale Justice pour Sergueï Magnitski, Londres, et M. Yaron Gottlieb, Directeur adjoint, Bureau des questions juridiques, ICPO-INTERPOL ;

- **Réponses du Comité des Ministres aux recommandations émanant de la commission** : a pris note de la réponse du Comité des Ministres à la Recommandation 2081 (2015) de l'Assemblée « L'abus de la détention provisoire dans les Etats Parties à la Convention européenne des droits de l'homme » ;

- **Questions diverses** :

- **Recours juridiques contre les violations des droits de l'homme commises dans les territoires ukrainiens se trouvant hors du contrôle des autorités ukrainiennes** (Rapporteuse : Mme Marielise Beck, Allemagne, ADLE) : a accepté la proposition de la rapporteure d'inviter un représentant de Mejliss des Tatars de Crimée et un représentant de l'OSCE/ODIHR pour participer à une audition pendant la partie de session de juin 2016, sous réserve de la disponibilité des fonds ;

- **Echange de vues conjoint avec la Commission de Venise** : a accepté de tenir un échange de vues avec, entre autres, le Président de la Commission de Venise et le Président du Comité des Ministres, sur le sujet de la « liste de critères de l'Etat de droit » de la Commission de Venise, pendant la partie de session de juin 2016 ;

- **Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe** (Rapporteur : M. Yves Cruchten, Luxembourg, SOC) : dans le cadre du suivi de la Résolution 2096 (2016) sur ce sujet, a accepté la participation du rapporteur à un séminaire organisé à Strasbourg les 6-7 juin 2016 par la Conférence des OING intitulé : « Que pour les politiciens? La société civile, l'argent et les activités politiques », sous réserve de la disponibilité des fonds ;

- **Présidence azerbaïdjanaise du Conseil de l'Europe: quelles sont les suites à donner en matière de respect des droits de l'homme?** (Rapporteur : M. Alain Destexhe, Belgique, ADLE) : a accepté de demander au Bureau une prolongation du renvoi jusqu'au 23 juin 2017 et a accepté sa demande d'effectuer une visite d'information en Azerbaïdjan, sous réserve de la disponibilité des fonds ;

- **La nécessité de faire la lumière sur les circonstances du meurtre de Boris Nemtsov** (proposition de résolution déposée par Mme Kerstin Lundgren et d'autres, Doc. 13967) : sur la base de l'article 25.2 du Règlement, a décidé de demander au Bureau de saisir la Commission pour rapport sur ce sujet ;

- **Prochaines réunions** : a pris note des prochaines réunions :

Commission plénière :

- Strasbourg, pendant la 3^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2016 (20-24 juin 2016)
- Paris, 6 septembre 2016 (Bureau du Conseil de l'Europe), à confirmer

- Strasbourg, pendant la 4^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2016 (10-14 octobre 2016)
- Paris, 8 novembre 2016, (Bureau du Conseil de l'Europe), à confirmer
- Paris, 13 décembre 2016, (Bureau du Conseil de l'Europe), à confirmer

- **Le mercredi 18 mai 2016 à 14h00,**

- **Séminaire joint avec la Commission du Règlement, des immunités et affaires institutionnelles sur la responsabilité parlementaire :**

Session 1 : Responsabilité parlementaire : une question d'éthique ou de politique ? : a tenu un échange de vues avec Mme Liliana Palihovici (République de Moldova, PPE/DC), Présidente de la Commission du Règlement, des immunités et affaires institutionnelles, avec la participation de M. Nicolò Zanon, Juge de la Cour constitutionnelle, Italie, M. Krzysztof Drzewicki, Professeur à l'Université de Gdańsk, Faculté de droit et d'administration, Pologne, et M. Javier Ballarin Iribarren, Conseiller juridique à la commission de la Justice et à la commission des Immunités du Sénat, Espagne ;

Session 2: Assurer le respect des normes de la CEDH : structures parlementaires de supervision de la conformité : a tenu un échange de vues sous la présidence de M. Bernd Fabritius (Allemagne, PPE/DC), 1^{er} Vice-Président de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, avec la participation de M. Martin Kuijer, Conseiller juridique, Direction de la Législation et des affaires juridiques, Ministère de la Sécurité et de la Justice, Professeur des droits de l'homme à la Vrije Universiteit, Université d'Amsterdam, Pays-Bas, M. Paul Mahoney, juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre du Royaume-Uni, Strasbourg, France, et M. Nicola Lupo, Professeur de droit public et Directeur adjoint du Centre d'études parlementaires, Université LUISS, Rome, Italie.

Andrew Drzemczewski, Günter Schirmer, Agnieszka Szklanna, Isild Heurtin

- cc. Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire
- Directeur Général, Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
- Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
- Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
- Secrétaire Général du Congrès
- Secrétaire du Comité des Ministres
- Directeurs Généraux
- Directeur de Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
- Directeur du bureau du Commissaire aux droits de l'homme
- Directeur de la Communication
- Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe